

Contractualisation d'un(e) d'un Expert(e) National(e) Statisticien(ne)
Pour l'appui à l'équipe de projet dans la réalisation des études

Lieu :	Tunis, avec une présence occasionnelle dans les Gouvernorats de Médenine, Tataouine, de Tozeur et Kébili
Type de contrat :	Individual Contract
Langues requises :	Français et Arabe
Date de début de mission :	14/07/2016
Nombre de jours :	25 jours

I. Description du projet :

Le PNUD a lancé en avril 2016 le projet « **Renforcement de l'écosystème entrepreneurial dans le sud tunisien** ». Ce projet, financé par le gouvernement japonais, et mis en œuvre en partenariat avec l'Office de développement du Sud (ODS), l'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI) et la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS), a comme objectif principal d'intervenir dans la région du sud de la Tunisie, à savoir dans les gouvernorats de Médenine, Tataouine, Tozeur et Kebili, afin de contribuer à la réduction du chômage et de renforcer le rôle des autorités et collectivités locales, comme les acteurs économiques locaux, dans la promotion de l'investissement privé et le renforcement de l'écosystème entrepreneurial, permettant, ainsi, la création d'emplois, pour les hommes et les femmes, dans le cadre d'un partenariat public-privé solide.

À travers sa première composante « **Amélioration des services d'appui et de financement de projets & des mécanismes de coordination des services aux entreprises** », le projet appuiera les acteurs publics clé de la région des gouvernorats cibles pour qu'ils acquièrent les connaissances nécessaires sur les secteurs économiques, essentiellement des TPE et PME, et les opportunités d'affaire et d'investissement dans la région d'intervention. Un mécanisme de coordination et d'appui au développement des entreprises sera établi entre les institutions publiques, privées et la société civile, dans le but d'assurer la durabilité et la pérennité des petites entreprises et PME, et d'offrir un service professionnel de soutien accessible, amélioré et plus efficace pour les jeunes hommes et femmes dans le développement des affaires.

II. Contexte du projet et de la mission :

Les microentreprises en Tunisie accaparent à elles seules 96,95% de l'économie tunisienne contrairement aux petites, moyennes et grandes entreprises [employant 10 salariés et plus] qui ne constituent que 3,04%¹. Une grande partie des entreprises dans les régions du sud sont de nature commerciale et proposent ainsi une valeur ajoutée limitée, comme un potentiel d'investissement et de création d'emplois faibles. Les entreprises industrielles sont sous-représentées en comparaison avec la moyenne nationale, et la plupart d'entre elles opèrent dans le secteur agro-alimentaire. Le nombre d'entreprises pour 1000 habitants dans la région ciblée est inférieur à la moyenne nationale qui est de 62 entreprises (il est de 53 pour Tozeur, 51 pour Kebili, 50 pour Médenine et 42 pour Tataouine)². Toutefois la connaissance du potentiel du tissu des TPE/PE dans la région ciblée reste assez limitée en termes de potentiel de développement, d'investissement et de création d'emplois bien qu'il est remarqué une croissance relativement importante en comparaison avec les moyennes nationales, pouvant représenter un potentiel de développement pour la région. De plus, l'information

¹ <http://www.emploi.gov.tn/en/studies-and-publications/employment/strategie-nationale-pour-lemploi/>

² <http://www.ins.nat.tn/indexfr.php>

quant à l'accès au financement et aux instruments d'investissement/financement (private equity, SICAR, etc.) de ces TPE/PE reste relativement faible.

De même, près de 900 entreprises sont sur une taille de 3 à 5 employés dans les quatre gouvernorats du Sud, et près de 268 entreprises sont sur une taille de 6 à 9 employés. **L'une des problématiques qui sera traitée par le projet sera d'identifier les opportunités de développement de ces 1 200 entreprises en vue de stimuler l'investissement et son financement et par conséquent la création d'emplois**, et notamment auprès des diplômés de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.

D'un autre côté, **plusieurs programmes, publics – privés et de la coopération internationale, se sont focalisés sur l'auto-emploi et l'appui à des jeunes porteurs d'idées de projet**, avec ou sans premières expériences professionnelles. Cette dynamique est aujourd'hui renforcée par de nouvelles décisions gouvernementales qui mettent en place de nouveaux mécanismes d'appui à l'entrepreneuriat, notamment dédiés aux diplômés de l'enseignement supérieur³, ou élargissent le champ d'intervention de mécanismes existants, en travaillant sur la facilitation de l'accès au financement, notamment à travers la BTS, en prenant en charge l'autofinancement requis des promoteurs de projets, ou encore l'exemption de l'obligation de garanties. **L'une des interventions du projet sera d'estimer les intentions de promotion de projets par les jeunes dans les gouvernorats cible**, en comparaison avec des zones témoin et/ou moyenne nationale, en vue de produire un indicateur de base servant à des travaux de suivi et évaluation, ainsi que d'analyse d'impact. **Sous la même thématique, le projet appuiera ses partenaires dans l'amélioration de la connaissance de la perception des jeunes quant à la typologie des services offerts par les services d'appui et de financement de projets.**

En répondant, entre autres, aux problématiques citées, le schéma proposé par le projet vise le **renforcement de l'écosystème entrepreneurial**, il devra se traduire en conséquence par :

- 1) **Une offre d'un meilleur service d'appui aux promoteurs de projets et aux entrepreneurs**, en renforçant les capacités techniques des acteurs clés et en améliorant les aspects organisationnels et matériels de ces services ;
- 2) **Un mécanisme de coordination entre les divers intervenants fluidifiant les informations économiques et financières**, et renforçant la connaissance des besoins et potentiels économiques des TPE, PE et PME et l'identification des créneaux porteurs ;
- 3) **Un renforcement de l'implication des organisations professionnelles**, et notamment celles dédiées aux femmes entrepreneures, auprès des comités publics de concertation pour l'appui à l'entrepreneuriat, comme dans la mobilisation des entrepreneurs ;
- 4) **Une mobilisation des institutions universitaires pour la promotion de la culture entrepreneuriale auprès des jeunes ;**
- 5) **Une promotion de l'entrepreneuriat à travers les médias**, notamment régionaux, et une diffusion des bonnes pratiques pour la promotion de projets ;
- 6) **Une conception d'un schéma de financement qui soit adapté aux besoins des entrepreneurs** alliant un prêt sans intérêt, comme fonds d'amorçage rotatif au profit de la région [assimilé à un crédit revolving à taux « 0 »] et un financement bancaire de la part de la BTS ;
- 7) **Un renforcement des capacités techniques et organisationnelles des promoteurs et entrepreneurs** et un accompagnement post-crédit/développement des projets et
- 8) **L'intégration, en continue, des leçons apprises des dynamiques de promotion de l'entrepreneuriat dans la planification stratégique du développement économique des régions** en vue d'améliorer : le cadre réglementaire, l'infrastructure et la culture de l'entrepreneuriat.

Dans ce cadre et en vue d'appuyer spécifiquement le projet dans l'atteinte des points 1, 2, 6, 7 et 8,

³ Discours du Président du gouvernement devant l'Assemblée des Représentants du Peuple en date du 28/01/2016. Correspondance du Ministère des finances à la BTS en date du 01/02/2016.

l'équipe du projet compte recruter **un(e) expert(e) national(e) statisticien(ne)** pour l'appuyer dans la détermination du périmètre, dimensionnement et élaboration des cahiers des charges des différentes études à réaliser.

III. Problématique & Développement :

Plusieurs études, informations et statistiques sont disponibles en relation avec les entreprises de différentes tailles et sous différents secteurs d'activités (RNET, API, APIA, Gouvernorats en chiffres). De même, plusieurs données sont disponibles en relation avec les programmes de formation et d'appui aux jeunes promoteurs (ONJ, ONEQ, etc.). Avec l'appui de l'expert, le projet compte améliorer la connaissance de ses partenaires sur les aspects suivants :

- a) **Une information régionalisée** : apporter une information sur le tissu économique des TPE/PE et PME croisant les différentes typologies (secteur d'activité, taille, genre, âge des promoteurs, etc.), comme sur les programmes gouvernementaux d'appui à l'entrepreneuriat pour les six gouvernorats du Sud. Cette information sera également comparée avec l'information sur le plan national.
- b) **Une information sur le potentiel de croissance et de dynamique** : Sur la base de la typologie du tissu économique, des bénéficiaires des programmes gouvernementaux d'appui aux jeunes promoteurs (essentiellement des Espace Entreprendre et unité de promotion de la microentreprises) et des bénéficiaires des concours financiers de la BTS. Le projet constituera des bases d'échantillonnage pour la réalisation d'études/enquêtes qualitatives sur le potentiel de croissance des entreprises (intention d'investissement, création d'emplois, recours à des crédits, etc.), comme sur les intentions et perception des jeunes bénéficiaires des programmes d'appui.
- c) **Une information qualitative** : Pour le lancement des études qualitatives, le projet sera amené à développer les cahiers des charges et termes de référence des dites études, comme il appuiera ses partenaires (essentiellement l'Office de développement du Sud) dans la réalisation des dites missions.

La présente mission devra permettre au projet de réunir les éléments nécessaires pour la réalisation des études suivantes :

- Une étude sur le potentiel économique des entreprises employant entre 3 et 9 salariés dans les quatre gouvernorats du Sud (Médénine, Tataouine, Kébili et Tozeur) ;
- Une étude sur le potentiel économique des entreprises employant 10 employés et plus dans les quatre gouvernorats ;
- Une enquête qualitative de perception des services d'accueil et d'appui aux jeunes promoteurs offerts par les Espaces Entreprendre, Unité de promotion de la microentreprise (voir aussi d'autres administrations partenaires) dans les quatre gouvernorats ;
- Une enquête quantitative sur l'intention de lancement de projet d'entreprise (ou de développement d'entreprises) dans les quatre gouvernorats.

La présente mission devra également permettre au projet de disposer des informations statistiques pour les gouvernorats de Gabes et de Gafsa, pour d'éventuels futurs développements.

IV. Objectifs et résultats attendus de la consultation :

Le projet prévoit de contracter un(e) expert(e) national(e) statisticien(ne) afin d'appuyer le projet dans :

- La production de statistiques sur le tissu économique et la typologie des bénéficiaires des programmes d'appui aux jeunes promoteurs dans les six gouvernorats du sud ;
- Le dimensionnement des bases d'échantillonnage et la rédaction des cahiers des charges des différentes études à réaliser suivant les règles et pratiques généralement admises.

La mission mise en œuvre par l'expert(e), sous la supervision du conseiller technique principal du projet, devra aboutir aux résultats suivants :

- Le marché d'affaires de chaque gouvernorat et les opportunités de la création d'emplois adaptées à chaque région seront identifiés. L'Office de développement du Sud est appuyé dans l'amélioration de sa connaissance du tissu économique des régions cible.
- Les Espace Entreprendre ainsi que les unités de promotion de la microentreprise auront une meilleure connaissance des attentes et perception des jeunes quant aux services proposés. Ces institutions seront dotées des bases de données économiques nécessaires à leurs activités d'appui et de conseil aux jeunes.
- Les responsables des agences de la BTS seront dotés des informations relatives au potentiel d'investissement et de financement dans les régions cible.

A la suite de la mise en œuvre de la mission d'appui pour la production des informations statistiques citées, l'expert(e) appuiera l'équipe du projet dans l'atteinte des résultats suivants :

- Les cahiers des charges des études et enquêtes à mener seront réalisés suivant les méthodologies d'échantillonnage généralement admises.

V. Tâches et responsabilités :

L'expert(e) contracté(e) sera sous la supervision du conseiller technique principal du projet « Renforcement de l'écosystème entrepreneurial dans le sud tunisien » et en étroite collaboration avec le Coordonnateur régional du projet.

L'expert(e) aura à :

- Mener une série d'entretiens avec les parties prenantes concernées afin de :
 - o Identifier les besoins et spécificités du contexte local, notamment avec les co-leaders du projet (PNUD, ODS, ANETI et BTS) pour adapter les méthodologies de productions statistiques et d'échantillonnage.
- Mener une revue documentaire et une compilation des informations statistiques disponibles et/ou à obtenir pour les thématiques citées.
- Concevoir et élaborer :
 - o Les bases statistiques sur le tissu économique des TPE/PE/PME dans les six gouvernorats suivant les typologies demandées par l'équipe du projet ;
 - o Les bases statistiques sur les bénéficiaires des programmes d'appui aux jeunes promoteurs suivant les typologies demandées par l'équipe du projet ;
 - o Le dimensionnement des échantillons pour la réalisation des études pour les quatre gouvernorats et la composition des échantillons ;
 - o Les cahiers des charges des quatre enquêtes et études à réaliser.
- Intégrer les commentaires et les propositions de l'équipe du projet.
- Animer au moins deux sessions d'information d'une journée par session à l'intention des membres des comités techniques du projet (il existe dans chaque gouvernorat un comité technique multi-acteurs pilotant sur le plan opérationnel les activités du projet).
- Réaliser une restitution finale à l'intention de l'équipe de projet avec une note d'orientation à l'intention de l'équipe de projet et des partenaires pour un maintien d'une information mise à jour quant au tissu économique des dites régions.

VI. Produits attendus :

1. Une feuille de route pour la mise en œuvre de la mission intégrant la méthodologie de l'approche, les propositions pour la réalisation de la mission.
2. Les informations statistiques sur le tissu économique des TPE/PE/PME dans les six gouvernorats suivant les typologies demandées par l'équipe du projet.
3. Les informations statistiques sur les bénéficiaires des programmes d'appui aux jeunes promoteurs suivant les typologies demandées par l'équipe du projet.
4. Le dimensionnement des échantillons pour la réalisation des études pour les quatre gouvernorats et la composition des échantillons et les cahiers des charges des quatre enquêtes et études à réaliser.

VII. Durée de la consultation, échéancier et honoraires :

Intervention de l'expert(e) contracté(e) : la mission se déroulera en quatre étapes pour un total jours/hommes de travail de 25 jours détaillés comme suit :

N°Etape	Etape	Total Jour/homme
1	Cadrage de la mission & feuille de route validé	2
2	Rapport validé présentant les informations statistiques sur le tissu économique et les jeunes promoteurs bénéficiaires des programmes d'appui	10
3	Rapport validé présentant le dimensionnement des études et les cahiers des charges y afférent	10
4	Rapport final validé	3
Total		25

Les jours de travail seront étalés sur une période allant du 14 juillet 2016 au 30 septembre 2016. La consultation inclut des jours de travail :

- à distance,
- dans les gouvernorats de Médenine, de Tataouine, de Kébili et de Tozeur, au moins pour 5 jours (pour les sessions d'information)

La consultation ne comprend pas les frais logistiques et organisationnels relatifs aux sessions d'information.

TERMES DE RÉFÉRENCE

Le paiement des honoraires interviendra en trois (04) tranches payables comme suit :

Délivrables	Nombre de jour/homme	Délai de réalisation	Termes de paiement
Cadrage de la mission & feuille de route validés Rapport validé présentant les informations statistiques sur le tissu économique et les jeunes promoteurs bénéficiaires des programmes d'appui	12	10/07/2016 (feuille de route) 01/08/2016	50%
Rapport validé présentant le dimensionnement des études et les cahiers des charges y afférent	10	25/08/2016	40%
Rapport final validé	3	30/09/2016	10%
Total	25		100%

VIII. Compétences et facteurs clés de succès :

Compétences organisationnelles :

- Faire preuve d'intégrité en incarnant les valeurs et l'éthique des Nations Unies ;
- Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD ;
- Faire preuve de sensibilité multiculturelle et savoir s'adapter au changement ;
- Faire preuve d'équité.

Compétences fonctionnelles :

- Connaissance approfondie des outils, méthodologies et statistiques relatives aux entreprises et des mécanismes de l'emploi ;
- Grand sens de responsabilités, grande capacité d'analyse ;
- Etre capable de conduire un plaidoyer et de donner des conseils.

IX. Aptitudes et compétences exigées :

Le (la) candidat(e) doit remplir les conditions suivantes :

- Diplôme universitaire en statistique ou d'économiste statisticien ;
- Une expérience professionnelle confirmée d'au moins dix ans dans l'appui aux institutions publiques, principalement celles en relation avec le développement, l'emploi et/ou l'investissement privé ;
- Au moins trois références dans la mise en œuvre de travaux d'analyse statistique en lien avec les études sur les entreprises, les jeunes et l'emploi ou l'investissement privé de même degrés de complexité avec ladite mission ;
- Une référence dans l'appui à des agences du Système des Nations Unies sera un atout ;
- Une expérience confirmée de l'utilisation d'approches participatives, justifiée par au moins une référence.

X. Relations de travail :

- L'expert(e) contracté travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du projet et les membres des comités techniques.
- Les produits de cette consultation seront labélisés PNUD. Ils sont la propriété exclusive du PNUD. L'expert(e) ne publiera ni ne fera publier, sous quelque forme que ce soit, les produits de cette mission sans en référer au PNUD.
- L'expert(e) sera seul(e) responsable de la qualité technique de ses travaux et de la réalisation dans les délais adéquats des tâches qui lui ont été assigné.

XI. Critères de sélection :

Les offres seront évaluées sur la base de la méthode de notation pondérée. L'attribution du contrat devrait être faite en fonction de l'évaluation des offres déterminée comme suit :

- a) Conformité aux critères et qualifications requises / acceptabilité
- b) Obtention du meilleur score sur un ensemble prédéterminé de pondération des critères techniques et financiers spécifiques.

Poids des critères techniques : 70%

Poids des critères financiers : 30%

Seuls les candidats ayant obtenu un minimum de 70 points serait considéré pour l'évaluation financière.

XII. Grille d'évaluation de l'offre technique :

Critères	Poids	Point maxi
<u>Techniques</u>		
Critère A : Un minimum de 10 années d'expériences professionnelles confirmées dans l'appui aux institutions publiques, principalement celles en relation avec le développement, l'emploi et/ou l'investissement privé 10 années.....15 points - Plus de 10 années et inférieur à 15 années.....20 points 15 années et plus.....30 points	30%	30
Critère B : Au moins trois références dans la mise en œuvre de travaux d'analyse statistique en lien avec les études sur les entreprises, les jeunes et l'emploi ou l'investissement privé de même degrés de complexité avec ladite mission 3 références.....15 points - Plus de 3 références et moins de 6 références.....20 points 6 références et plus.....30 points	30%	30
Critère C : Au moins une référence dans l'appui à des agences du Système des Nations Unies 1 référence.....5 points 2 références et plus.....10 points	10%	10
Critère D : Expériences en facilitation d'ateliers 1 références.....5 points 2 références et plus.....10 points	10%	10
Critère E : Méthodologie proposée pour la mise en œuvre de la mission - Présentation d'une méthodologie moyennement satisfaisante.....5 points - Présentation d'une méthodologie satisfaisante.....10 points - Présentation d'une méthodologie très satisfaisante.....20 points	20%	20
Financier	30%	
Score Total (Score Technique *0.7 + Score Financier * 0.3)		

XIII. Dossier de candidature :

Les dossiers de candidature devront être constitués des pièces suivantes :

- Curriculum Vitae ou le formulaire P11 dûment rempli et signé ;
- Copies des attestations, des diplômes et des attestations de travail.
- Une lettre de motivation ;
- La méthodologie proposée pour la mission, avec un document d'au moins deux pages ;
- Une offre financière détaillée et exprimée en Dinars tunisiens, hors taxes. Elle doit inclure le montant des honoraires demandés pour la réalisation des prestations et livrables mentionnées ;

Les frais de mission se rapportant aux déplacements et à l'hébergement pendant les missions de terrain (5 jours pour les sessions d'information), devront être inclus (séparément) dans l'offre financière

Modèle d'offre financière

Eléments	Prix U HT en TND	Nombre de jour	Total HT en TND
Honoraires :		25 jours	
Transport de Tunis à Médenine, Tataouine, Kébili et Tozeur		5 jours	
Hébergement en PC		5 jours	
Total			